



Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

Commission Départementale de Médiation des Bouches-du-Rhône

M

Le 07/05/2025

DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE
(Loi n°2007-290 du 5 mars 2007)
Décision du 10 avril 2025

La commission.

Vu les articles L.300-1 et L.441-2-3, III, du code de la construction et de l'habitation :

Vu les articles R.441-13 et suivants du même code ;

Vu le recours enregistré sous le n°2025-013-001358 déposé par M. de médiation. reçu le 18/02/2025 par le secrétariat de la commission

Vu le courrier de demande de pièces obligatoires envoyé le 19/02/2025 ;

Vu les éléments en sa possession ;

Considérant que M. A a déposé auprès du secrétariat de la commission un recours sur le fondement du III de l'article L.441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, en vue d'une offre d'hébergement, d'un logement de transition, d'un logement-foyer ou d'une résidence hôtelière à vocation sociale ;

Considérant que au vu des informations dont dispose la commission, à la date d'examen du recours par la Commission Départementale de Médiation, le demandeur a trouvé une solution d'hébergement correspondant à sa demande; dans ces conditions, le recours est devenu sans objet ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1 : Le recours n°2025-013-001358 déposé par M. [REDACTED] est déclaré **sans objet**.

Article 2 : La présente décision, délibérée par la commission en sa séance du 10 avril 2025, sera notifiée à M. KHAZRI et transmise au Préfet des Bouches-du-Rhône.

Le Président

Patrick ALBRECHT

Information complémentaire sur les voies et délais de recours :



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

Commission Départementale de Médiation des Bouches-du-Rhône

M.

Le 07/05/2025

DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE

(Loi n°2007-290 du 5 mars 2007)

Décision du 10 avril 2025

La commission,

Vu les articles L.300-1 et L.441-2-3, III, du code de la construction et de l'habitation ;

Vu les articles R.441-13 et suivants du même code ;

Vu le recours enregistré sous le n°2025-013-001234 déposé par M. [REDACTED] reçu le 14/02/2025 par le secrétariat de la commission de médiation.

Vu le courrier de demande de pièces obligatoires envoyé le 17/02/2025 ;

Vu les éléments en sa possession ;

Considérant que M. [REDACTED] a déposé auprès du secrétariat de la commission un recours sur le fondement du III de l'article L.441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, en vue d'une offre d'hébergement, d'un logement de transition, d'un logement-foyer ou d'une résidence hôtelière à vocation sociale ;

Considérant que le requérant n'a pas produit dans les délais impartis l'ensemble des pièces nécessaires à l'instruction du recours réclamées lors de l'accusé de réception (- Copie de l'ensemble des pièces justificatives de vos ressources mensuelles et des autres personnes majeures du foyer sur les 3 derniers mois - Justificatifs fournis par la CAF ou la MSA avec le détail des prestations perçues sur les 3 derniers mois - Copie recto-verso de votre dernier avis d'imposition ou de non-imposition, et des personnes majeures du foyer, ou à défaut, de l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu. En cas d'absence de ces avis : motivation de cette situation et copie des justificatifs des ressources des 12 derniers mois (COMPLET)), dans ces conditions, la Commission Départementale de Médiation ne peut statuer sur le caractère prioritaire et urgent du recours ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1 : Le recours n°2025-013-001234 déposé par M. [REDACTED] est rejeté.

Article 2 : La présente décision, délibérée par la commission en sa séance du 10 avril 2025, sera notifiée à M. [REDACTED] et transmise au Préfet des Bouches-du-Rhône.

Le Président

Patrick ALBRECHT



Secrétariat délégué de la Commission Départementale de Médiation



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

Commission Départementale de Médiation des Bouches-du-Rhône

Mme

Le 07/05/2025

DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE

(Loi n°2007-290 du 5 mars 2007)

Décision du 10 avril 2025

La commission,

Vu les articles L.300-1 et L.441-2-3, II, du code de la construction et de l'habitation ;

Vu les articles R.441-13 et suivants du même code ;

Vu le recours enregistré sous le n°2024-013-005839 déposé par Mme _____ reçu le 27/06/2024 par le secrétariat de la commission de médiation;

Vu le courrier de demande de pièces obligatoires envoyé le 02/07/2024 ;

Vu la décision initiale de la commission de médiation en date du 24 octobre 2024 ;

Vu le recours gracieux en date du 25 février 2025 déposé auprès de la commission ;

Vu les éléments en sa possession ;

Considérant que Mme _____ a déposé auprès de la commission de médiation de Bouches du Rhône un recours gracieux relatif à la décision initiale de la commission de médiation sur son recours en vue d'une offre de logement dans les conditions prévues au II de l'article L.441-2-3 du code de la construction de l'habitation ;

Considérant qu'il ressort de l'examen du formulaire de recours amiable devant la commission, des pièces justificatives et des éléments apportés dans le cadre du recours gracieux que au vu des informations et des justificatifs fournis, la demande présente des incohérences quant à la situation de la requérante. En effet, cette dernière déposait un recours DALO le 27/06/2024 sur le motif hébergé chez un tiers et fournissait, suite à l'appel de pièce, une attestation d'hébergement en date du 15/07/2024 alors qu'à l'occasion de son recours gracieux, il est indiqué que la requérante est locataire d'un logement depuis le 01/06/2024 et n'était donc pas hébergée ;

Considérant que au vu des informations dont dispose la commission et des justificatifs fournis au présent recours, la demande présente des incohérences quant à la composition familiale du requérant entre les éléments mentionnés dans le recours gracieux et ceux mentionnés lors du recours amiable. En effet, M. _____ concubin de la requérante, est mentionné en tant que tel dans le recours gracieux alors qu'il n'était pas inscrit sur le recours DALO ni sur la demande de logement social comme personne à reloger et aucun document obligatoire n'est fourni le concernant (titre de séjour en cours de validité, ressources mensuelles, avis d'imposition) ;

Considérant que la régularité du séjour de l'ensemble du foyer du demandeur constitue l'une des conditions de la recevabilité du recours tendant à la mise en œuvre du droit au logement opposable, la régularité de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile doit être préalablement remplie pour bénéficier du droit au logement opposable, le concubin de la requérante ne peut se prévaloir d'un titre de séjour régulier; dans ces conditions, la demande ne peut être reconnue comme prioritaire et devant être satisfaite en urgence ;

Par ces motifs,



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

Commission Départementale de Médiation des Bouches-du-Rhône

Mme

Le 07/05/2025

DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE
(Loi n°2007-290 du 5 mars 2007)
Décision du 10 avril 2025

La commission,

Vu les articles L.300-1 et L.441-2-3, II, du code de la construction et de l'habitation ;

Vu les articles R.441-13 et suivants du même code ;

Vu le recours enregistré sous le n°2024-013-008145 déposé par Mme

reçu le 13/09/2024 par le secrétariat de la

commission de médiation.

Vu le courrier de demande de pièces obligatoires envoyé le 25/09/2024 ;

Vu la décision initiale de la commission de médiation en date du 19 décembre 2024 ;

Vu le recours gracieux en date du 26 février 2025 déposé auprès de la commission ;

Vu les éléments en sa possession ;

Considérant que Mme a déposé auprès de la commission de médiation de Bouches du Rhône un recours gracieux relatif à la décision initiale de la commission de médiation sur son recours en vue d'une offre de logement dans les conditions prévues au II de l'article L.441-2-3 du code de la construction de l'habitation ;

Considérant qu'il ressort de l'examen du formulaire de recours amiable devant la commission, des pièces justificatives et des éléments apportés dans le cadre du recours gracieux que lors d'une précédente décision de la Commission Départementale de Médiation, le requérant a déjà bénéficié de la reconnaissance du caractère prioritaire et urgent de sa demande de logement; dans ces conditions, le recours est dépourvu d'objet. La Commission Départementale de Médiation des Bouches-du-Rhône vous invite à contacter le service Logement de la DDETS (téléphone : 04 86 94 70 40, mardi et jeudi de 9h à 11h30) ou les services Logement des sous-préfectures d'Istres (téléphone: 04 42 86 57 42, mardi et jeudi de 9h à 12h), Aix en Provence (téléphone: 04 42 17 56 81, mardi et jeudi de 9h à 12h) ou Arles (téléphone: 04 90 52 55 26, mardi et jeudi de 9h à 12h), selon la commune demandée, pour faire un point actualisé sur votre demande de logement ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1 : Le recours gracieux déposé par Mme est rejeté.

Article 2 : Le recours n°2024-013-008145 déposé par Mme est déclaré sans objet.

Commission Départementale de Médiation des Bouches-du-Rhône

Le 07/05/2025

DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE
(Loi n°2007-290 du 5 mars 2007)
Décision du 10 avril 2025

La commission,

Vu les articles L.300-1 et L.441-2-3, II et IV et L. 441-2-3-1 II, du code de la construction et de l'habitation ;

Vu les articles R.441-13 et suivants du même code :

Vu le recours enregistré sous le n°2024-013-009413 déposé par M. de médiation. reçu le 28/10/2024 par le secrétariat de la commission

Vu le courrier de demande de pièces obligatoires envoyé le 29/10/2024 ;

Vu la décision initiale de la commission de médiation en date du 19 décembre 2024 :

Vu le recours gracieux en date du 28 février 2025 déposé auprès de la commission ;

Vu les éléments en sa possession ;

Considérant que M. _____ a déposé auprès de la commission de médiation de Bouches du Rhône un recours gracieux relatif à la décision initiale de la commission de médiation sur son recours sur le fondement du III de l'article L.441-2-3 du code de la construction et de l'habitation, en vue d'une offre d'hébergement, d'un logement de transition, d'un logement-foyer ou d'une résidence hôtelière à vocation sociale ;

Considérant qu'il ressort de l'examen du formulaire de recours amiable devant la commission, des pièces justificatives et des éléments apportés dans le cadre du recours gracieux que le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) des Bouches-du-Rhône proposera au requérant une orientation adaptée au regard des éléments d'évaluation portés à sa connaissance ;

Considérant que la Commission vous invite à vous faire accompagner par un travailleur social dans le cadre de vos démarches ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1 : La décision de la commission de médiation en date du 19 décembre 2024 est retirée.

Article 2 : M. _____ est reconnu(e) prioritaire et devant être accueilli(e) dans une structure d'hébergement, un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale.